

**Le 11 février 2016**

[Traduction]

### **Taxe de vente harmonisée**

**M. Fitch** : La dernière semaine a été intéressante. Nous avons accueilli des visiteurs provenant des quatre coins des provinces de l'Atlantique et d'Ottawa. Pour tout dire, il s'agissait d'une belle occasion d'obtenir des renseignements et d'engager le dialogue.

J'ai demandé à différentes reprises au premier ministre s'il avait eu l'occasion de parler au premier ministre Ball de Terre-Neuve-et-Labrador. Nous savons que ce dernier était au téléphone hier quand les premiers ministres ont eu leurs réunions. Notre premier ministre a-t-il demandé au premier ministre de Terre-Neuve pourquoi il a dit qu'une augmentation de la TVH de 2 % ferait disparaître des emplois? De plus, est-il persuadé que c'est ce qui arrivera au Nouveau-Brunswick quand les gens d'en face mettront en oeuvre les mesures prévues dans le budget actuel?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Je répondrai tout d'abord que, lors de nos réunions, nous avons eu des discussions très productives. Nous avons parlé de la nécessité d'investir dans les infrastructures ici, dans les provinces de l'Atlantique. Nous avons parlé de l'innovation et de son importance pour les économies des provinces de l'Atlantique. Nous avons parlé de l'importance dans les provinces de l'Atlantique de faire croître notre population. Nous avons parlé de coopération entre les provinces de l'Atlantique en matière de tourisme. Nous avons aussi parlé de l'importance du développement économique et de comment nous pouvons travailler avec l'APECA pour nous assurer que ce développement se réalise dans les provinces de l'Atlantique.

Je peux vous dire que nous n'avons pas parlé de la TVH ; ce n'était pas à l'ordre du jour. Franchement, je pense qu'il est malheureux que le chef de l'opposition essaie de m'utiliser pour devenir le chef de l'opposition à Terre-Neuve-et-Labrador.

[Traduction]

Si le chef de l'opposition a des questions pour le premier ministre Ball, je lui conseille de lui téléphoner et de poser sa candidature à Terre-Neuve-et-Labrador pour devenir le chef de l'opposition là-bas.

**M. Fitch** : C'est intéressant que le premier ministre essaie de se moquer de la période des questions et d'en minimiser l'importance. Elle constitue une partie importante de la procédure parlementaire.



La raison pour laquelle je continue de poser des questions sur l'augmentation de 2 % de la TVH est que les gens d'en face parlent de coopération. Ils parlent d'apprendre les uns des autres. Ils parlent des relations sans précédent entre les chefs libéraux du fédéral et des provinces. Voilà pourquoi, lorsqu'ils peuvent se poser des questions entre eux et apprendre les uns des autres...

Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a dit très publiquement qu'il voulait que la TVH passe à 15 % pour tout le monde. Nous avons aussi entendu très publiquement le premier ministre de Terre-Neuve dire que l'augmentation ferait disparaître des emplois. Nous essayons de savoir exactement... Le premier ministre est-il d'accord avec Terre-Neuve? Est-il d'accord avec la Nouvelle-Écosse? Se rend-il compte qu'il y a eu une déclaration indiquant que l'augmentation ferait disparaître des emplois, qu'une augmentation de la TVH ferait disparaître des emplois? En ce qui concerne la déclaration, le premier ministre est-il d'accord, oui ou non?

**L'hon. M. Gallant** : Comme je l'ai dit, nous n'avons pas discuté de la TVH.

Le chef de l'opposition saute sur ma réponse et tente de dire que je ne respecte pas la Législature. Je la respecte certainement et j'ai passé en revue tout ce dont nous avons discuté en détail pendant les rencontres avec les ministres des provinces de l'Atlantique, les ministres fédéraux des provinces de l'Atlantique et les premiers ministres provinciaux. Je fais preuve d'une grande transparence en disant au chef de l'opposition ce qui a été discuté et en allant même jusqu'à dire ce qui n'a pas été discuté. Je conseillerais aussi au chef de l'opposition d'appeler le cabinet du premier ministre Ball s'il a des questions à lui poser. Je ne servirai pas d'intermédiaire auprès du chef de l'opposition officielle de Terre-Neuve-et-Labrador parce que le chef de l'opposition ici n'a pas de questions à poser sur notre budget.

Si le chef veut parler de la TVH, je le ferai avec plaisir. Nous avons eu des choix à faire en tant que province. Nous pouvions soit faire des compressions importantes dans les soins de santé et l'éducation, soit augmenter l'impôt sur le revenu des sociétés et augmenter la TVH pour nous permettre d'investir dans les priorités des gens du Nouveau-Brunswick. Nous avons choisi la dernière option.

## Financement fédéral

**M. Fitch** : Il est évident que le premier ministre a choisi de faire disparaître des emplois dans la province au moyen de l'augmentation de la TVH. C'est ce qui a été dit ici.

Parfois, lorsque l'on tient des rencontres du genre, ce n'est pas à partir de l'ordre du jour officiel que l'on apprend et comprend diverses compétences, car le budget du premier ministre a été éreinté à l'échelle nationale. Selon certains, les gens devraient en réalité faire le contraire de ce que nous faisons ici au Nouveau-Brunswick. Non seulement le gouvernement prend plus d'argent dans les poches des gens du Nouveau-Brunswick, mais il augmente aussi en fait le déficit ici dans la province. Le premier ministre rate donc l'occasion de tenir un dialogue avec le premier ministre d'une des quatre autres provinces de l'Atlantique afin de comprendre pourquoi ce premier ministre pense qu'augmenter la TVH ferait disparaître des emplois.



J'imagine que le premier ministre est d'accord pour aller de l'avant avec une autre politique qui fera disparaître des emplois ici au Nouveau-Brunswick.

Avez-vous raté l'occasion de demander au leader parlementaire du gouvernement à Ottawa s'il augmenterait le financement fédéral pour le Nouveau-Brunswick?

**Le président** : Le temps est écoulé.

**L'hon. M. Gallant** : Je ne suis pas vraiment certain du lien entre le préambule et la question. En conséquence, je ne suis pas certain de l'aspect à aborder dans ce que le chef de l'opposition vient de dire. Je vais revenir en arrière et répondre à la question. Nous n'avons pas discuté de la TVH pendant nos rencontres. Nous avons discuté de la manière dont nous pourrions stimuler l'économie dans les provinces de l'Atlantique en investissant de façon stratégique dans les infrastructures, en investissant dans l'innovation et en la favorisant, ainsi qu'en veillant à ce que nous notre population augmente dans les provinces de l'Atlantique. Nous avons parlé de coopération en matière de tourisme et de l'importance de l'APECA. J'ai dit au député d'en face exactement ce qui avait été discuté et je lui ai dit ce qui n'avait pas été discuté.

Encore une fois, je pense qu'il est important de souligner le fait que, si le chef de l'opposition a des questions pour le premier ministre Ball, il peut l'appeler ou il peut se rendre à Terre-Neuve-et-Labrador, poser sa candidature là-bas, essayer de devenir le chef de l'opposition et poser les questions au premier ministre Ball lui-même. Je ne servirai pas d'intermédiaire pour poser des questions au premier ministre Ball. Ce que je ferai c'est me concentrer sur ce qui se passe au Nouveau-Brunswick, et nous ferons ce que nous devons faire pour relancer l'économie, rétablir nos finances et améliorer la qualité de vie.

**M. Fitch** : Le premier ministre a raté une occasion. Lorsqu'il parle de relancer l'économie, il s'agit d'une politique qui fait disparaître des emplois. Le gouvernement va de l'avant avec une autre politique qui fera disparaître des emplois. Les résultats sont évidents d'après ce que nous avons vu vendredi.

Est-ce une autre occasion ratée? Le premier ministre a-t-il raté l'occasion de poser des questions à Dominic LeBlanc, le leader parlementaire du gouvernement libéral à Ottawa, à propos de financement pour le Nouveau-Brunswick? Voyez-vous, cela pourrait être le renflouement dont le premier ministre avait besoin pour rétablir l'équilibre budgétaire. Si le premier ministre a raté l'occasion de comprendre pourquoi une hausse de 2 % de la TVH ferait disparaître des emplois, a-t-il aussi raté l'occasion de demander plus d'argent aux amis fédéraux pour aider à équilibrer le budget au Nouveau-Brunswick?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Oui, nous avons parlé des paiements de péréquation. Nous avons indiqué que les provinces de l'Atlantique sont aux prises avec des défis, étant donné que la population est vieillissante. Nous avons parlé de la possibilité d'obtenir plus d'appui, que ce soit par



l'intermédiaire des transferts dans le domaine de la santé, d'un autre portefeuille dédié à une population vieillissante ou aux personnes âgées ou de tout autre chose, afin de nous aider à relever les défis que crée une population vieillissante. Oui, nous avons discuté de ce sujet, comme je l'ai dit hier dans les médias.

[Traduction]

Je dois exprimer mon désaccord quant aux propos que tient le chef de l'opposition à l'égard de notre budget. C'est comme si le chef de l'opposition a complètement oublié que, lorsqu'il était ministre dans l'ancien gouvernement, celui-ci a approuvé la plus importante augmentation au titre de l'impôt sur le revenu que nous n'avons jamais vu dans l'histoire de la province. Cela ressemble beaucoup à ce que nous faisons en ce qui a trait à la TVH. Pourquoi le chef de l'opposition prend-il la parole aujourd'hui pour nous critiquer quand son gouvernement a approuvé une augmentation fiscale tout aussi importante quand les gens d'en face étaient au pouvoir?

## Emplois

**M. Fitch :** Nous pouvons parler des aspects économiques liés à la différence entre une augmentation de la TVH, qui touche tout le monde dans la province, et une augmentation de l'impôt sur le revenu, qui peut être mieux gérée par les gens grâce à des mesures permettant de réduire l'incidence d'une telle augmentation, telles que des comptes d'épargne libre d'impôt, des cotisations à un REER, d'autres sociétés en commandite et ainsi de suite. Quand il est question d'économie, il est possible de constater que différentes politiques gouvernementales auront différentes répercussions sur l'économie. Nous l'avons observé en ce qui concerne l'augmentation de la TVH, l'augmentation de l'impôt foncier et l'augmentation des retenues salariales qui touchent les gens du Nouveau-Brunswick. Nous nous attendons d'ailleurs à une augmentation de l'impôt sur le revenu des corporations.

D'un point de vue économique, un grand nombre de politiques nuisent à l'économie et font disparaître des emplois. Vendredi, nous avons vu les résultats dans la province. Nous avons observé une perte nette de 4 600 emplois à temps plein et une perte nette de 1 100... Pourquoi le premier ministre n'a-t-il pas abordé le sujet vendredi au lieu d'envoyer des gens qu'il a engagés pour essayer de faire progresser l'économie?

**L'hon. M. Gallant :** L'opposition doit mettre de l'ordre dans ses demandes. Les parlementaires du côté de l'opposition disent qu'ils veulent que nous en fassions davantage en ce qui a trait à la promotion du projet d'Oléoduc Énergie Est. Je n'étais pas ici vendredi parce que j'étais à Montréal pour défendre le projet d'Oléoduc Énergie Est et discuter avec le maire de Montréal, Denis Coderre, et d'autres personnes. J'ai discuté de l'importance de faire en sorte que le projet d'Oléoduc Énergie Est fasse son chemin de l'Alberta à Saint John, au Nouveau-Brunswick, afin de créer des emplois pour notre économie.



La TVH est la taxe la plus juste qui soit. Il s'agit d'une taxe sur la consommation, et, selon les économistes, c'est l'une des taxes les plus justes qui soient. Ce que le chef de l'opposition a dit plus tôt est malheureux puisqu'il a oublié de mentionner que nous accordons un crédit aux familles à faible ou moyen revenu du Nouveau-Brunswick pour qu'elles disposent d'une mesure d'atténuation de l'augmentation de la taxe. Nous obtiendrons les fonds dont nous avons besoin et nous protégerons les personnes les plus vulnérables de notre province.

## Pipeline

**M. Fitch :** Le premier ministre a fait la promotion du pipeline ouest-est. Le premier ministre entretient une excellente relation avec le leader parlementaire du gouvernement à la Chambre des communes, que le premier ministre fédéral écoute, et il a été dit que notre premier ministre était un très bon ami du premier ministre fédéral. Notre premier ministre a-t-il réussi à convaincre le premier ministre du Canada que, s'il manifestait son appui à l'égard du pipeline ouest-est, cela permettrait effectivement d'aider les gens du Nouveau-Brunswick, de contribuer véritablement au processus et de créer des emplois au Nouveau-Brunswick? Nous savons qu'un si grand nombre d'emplois ont été perdus en raison des politiques que le gouvernement actuel a mises en oeuvre ; c'est pourquoi nous avons besoin du pipeline ouest-est. Le premier ministre peut-il convaincre le premier ministre fédéral d'appuyer le pipeline ouest-est?

[Original]

**L'hon. M. Gallant :** Un processus a été mis en place, et le travail a été entamé en vue de s'assurer que le projet de l'Oléoduc Énergie Est est réalisé de façon sécuritaire. Ces efforts visent à s'assurer que ce projet a le moins d'impact possible sur notre environnement. Nous appuyons ce processus, et il est important de le laisser suivre son cours pour mieux servir le public. D'après ce que je peux voir, c'est exactement ce que dit le gouvernement fédéral : Il faut laisser le processus suivre son cours, et nous verrons quel sera le résultat.

Nous allons jouer notre rôle au Nouveau-Brunswick, soit celui de dire aux gens de partout dans notre pays quels sont les avantages liés au projet en question, non seulement pour le Nouveau-Brunswick, mais aussi pour toutes les provinces canadiennes et pour le gouvernement fédéral. Alors, nous allons continuer à jouer notre rôle.

Ce que je trouve ironique, c'est que je viens tout juste d'entendre le chef de l'opposition me critiquer par rapport au fait que je n'étais pas ici vendredi. Était-il fier du fait que j'étais à Montréal pour défendre le projet de l'Oléoduc Énergie Est? Ce serait plaisant d'entendre une chose positive dite à la Chambre par le chef de l'opposition.



[Traduction]

## Opportunités Nouveau-Brunswick

**M. K. MacDonald :** Selon les chiffres de l'emploi de Statistique Canada, Opportunités Nouveau-Brunswick est un échec retentissant et cuisant, mais ce n'est pas seulement Statistique Canada qui le dit. Opportunités Nouveau-Brunswick n'a fait aucune annonce d'emplois depuis septembre dernier. Cela fera bientôt cinq mois sans emplois. Vérifiez simplement le site Web de l'organisme. Il n'y a eu aucune annonce d'emplois depuis cinq mois. Nous savons tous à quel point le premier ministre aime faire des annonces.

En fait, il paraît qu'Opportunités Nouveau-Brunswick a reçu l'ordre de retarder les annonces d'emplois pour assurer un effet maximal aux relations publiques, mais cela ne peut pas être vrai. Retarder des emplois à un moment où notre économie est en crise serait honteux. Le ministre confirmerait-il que des annonces d'emplois sont retardées? Quand le gouvernement actuel dévoilera-t-il les critères pour mesurer les succès d'ONB?

**L'hon. M. Gallant :** Nous travaillons incroyablement fort pour veiller à stimuler l'économie et à créer des emplois au Nouveau-Brunswick. L'équipe entière ici, de ce côté-ci de l'Assemblée législative, comprend qu'il faut que cela soit la priorité pour les gens du Nouveau-Brunswick. Notre gouvernement comprend qu'il faut que cela soit la priorité pour les gens du Nouveau-Brunswick. Opportunités Nouveau-Brunswick travaille incroyablement fort à rechercher tout investissement et toute croissance possible du nombre d'emplois pour le Nouveau-Brunswick.

Toutefois, je veux donner le contexte : L'économie connaît des difficultés à l'échelle nationale. Nous en avons été témoins de mois en mois. De fait, le mois dernier, seulement deux provinces ont connu un gain net des emplois. Malgré cela, ce que le député d'en face n'aime pas mentionner à l'Assemblée législative c'est que, depuis juillet, nous avons connu un gain net de près de 4 000 emplois au Nouveau-Brunswick. Il y aura des hauts et des bas, mais je peux vous dire que nous travaillons avec diligence. Tous nos employés travaillent aussi fort que possible pour créer des emplois et la croissance économique au Nouveau-Brunswick.

**M. K. MacDonald :** C'est peut-être le message qui est véhiculé aux fêtes de fin de soirée à Montréal, mais le fait demeure que vous avez perdu 6 200 emplois depuis votre arrivée au pouvoir.

Investir NB avait des objectifs. L'organisme a atteint 450 millions de dollars en PIB, soit 154 % de l'objectif qu'il s'était fixé, près de 99 millions de dollars en dépenses en capital, soit 116 % de l'objectif, et 2,14 \$ pour chaque dollar des contribuables investi, soit 113 % de l'objectif. Monsieur le ministre, Monsieur le premier ministre ou quiconque répondra à la question...

**Le président :** Posez votre question par l'intermédiaire de la présidence, s'il vous plaît.

**M. K. MacDonald :** Quels sont les objectifs d'ONB, et où sont les résultats d'ONB?



**L'hon. M. Gallant** : Nous comparerons Opportunités Nouveau-Brunswick à Investir NB avec plaisir. Nous comparerons avec plaisir notre bilan en tant que gouvernement à celui de l'ancien gouvernement en matière de création d'emplois et de croissance économique.

Comme je l'ai dit, nous connaissons des hauts et des bas, mais nous avons constaté des résultats positifs au cours des derniers mois. De fait, pendant quelques mois, nous avons eu certains des taux de chômage les plus bas que nous ayons connus depuis 2010. Nous avons connu un gain net de près de 4 000 emplois au Nouveau-Brunswick au cours des derniers mois.

Nous comparerons de tels résultats à Investir NB, où un candidat défait à la direction du Parti progressiste-conservateur a été nommé pour diriger l'organisme. Dans le cadre de ses efforts, le gouvernement précédent a été le premier gouvernement en 40 ans à ne pas obtenir un gain net du nombre d'emplois. J'ajouterais que, si on regarde les statistiques, la croissance cumulative pendant le mandat du gouvernement précédent était une des pires du pays en matière de développement économique. Je comparerai nos bilans avec plaisir.

**M. K. MacDonald** : Ce n'est pas un discours pour Davos. C'est l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick, et les gens veulent des réponses. Vous n'avez aucune vision pour le développement économique et aucun critère pour mesurer les succès. Vous ne parlez pas aux gens du Nouveau-Brunswick à moins qu'ils ne déboursent 900 \$ par billet pour assister à une campagne de financement libérale le jour du Mardi gras. Il n'y a pas d'annonce d'emplois. En fait, vous mettez du personnel à pied. À Opportunités Nouveau-Brunswick, sept personnes viennent de perdre leur emploi. Parmi les personnes qui ont été recrutées pour les remplacer, combien sont de l'extérieur du Nouveau-Brunswick?

[Original]

**L'hon. M. Gallant** : Nous sommes aux prises avec des défis sérieux ici, au Nouveau-Brunswick, alors que nous avons des questions de l'opposition qui vont de gauche à droite. Les parlementaires du côté de l'opposition font des préambules en employant des mots très chargés. Ils essaient de garder les médias intéressés, et ce n'est certainement pas dans le but d'avancer des politiques ou d'améliorer le mieux-être des gens du Nouveau-Brunswick. C'est malheureux, car nous devons travailler ensemble.

Sans aucun doute, nous allons connaître des hauts et des bas. Par exemple, nous avons vu depuis plusieurs années que l'économie du Nouveau-Brunswick est aux prises avec des défis, et, depuis quelques mois, il en est de même de l'économie canadienne.

Il faut travailler ensemble à développer l'économie, créer des emplois et s'assurer que les gens du Nouveau-Brunswick peuvent demeurer dans notre province ou y revenir. Alors, nous allons continuer à travailler énormément fort. Opportunités Nouveau-Brunswick va continuer à travailler énormément fort afin de créer des possibilités, et je suis fier de dire que, en ce moment, nous avons presque 3 000 emplois qui attendent les gens du Nouveau-Brunswick.



[Traduction]

## Collèges communautaires

**M. Fairgrieve** : Trois des six campus du New Brunswick Community College dans la province connaîtront des réductions du nombre de places de formation. Ironiquement, les trois campus situés dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick perdront près de 200 places à Saint Andrews, à Miramichi et à Woodstock. La ministre expliquerait-elle la stratégie de son ministère sur laquelle reposent ces réductions?

[Original]

**L'hon. M<sup>me</sup> Landry** : Vous savez, l'éducation est l'une des priorités de notre gouvernement. Pour ce qui est des collèges communautaires, je peux dire que je suis très fière du travail que font le NBCC et le CCNB et des cours et des programmes de formation qu'ils offrent dans les 13 campus de la province. Ce que les campus offrent, c'est une formation adaptée aux besoins du marché du travail. Ce sont des programmes de formation de qualité. Je peux également dire que tous les collèges communautaires de la province sont répartis dans deux corporations de la Couronne indépendantes gérées par deux conseils des gouverneurs et que les décisions sont prises à ce niveau. Écoutez, je suis très fière de ce que font les collèges communautaires dans la province.

[Traduction]

**M. Fairgrieve** : La ministre parle des besoins du marché du travail. Un cours d'initiation à la soudure de 12 places très recherchées a été aboli au NBCC Woodstock. Ces places ont toujours été occupées, et les finissants ont trouvé de l'emploi ici au Nouveau-Brunswick. Le cours a été aboli en raison de l'entretien reporté. De fait, Mary Butler, vice-présidente du développement de l'enseignement au NBCC, a dit que les six campus avaient besoin de travaux d'entretien d'une valeur de plus de 250 millions de dollars. Comment la ministre prévoit-elle s'occuper de l'entretien reporté, ou prévoit-elle continuer d'abolir des cours?

[Original]

**L'hon. M<sup>me</sup> Landry** : Vous savez, comme je l'ai mentionné, le CCNB et le NBCC sont devenus des corporations de la Couronne en mai 2010, et ces derniers ont également bénéficié d'une période de transition de trois ans, durant laquelle ils assumaient les fonctions de services juridiques, de maintenance, de développement des installations, de technologie et des coûts de projets pour de nouveaux programmes. Cette période de transition a pris fin en mars 2013, et les excédents accumulés dans les collèges communautaires leur ont été retournés au cours de l'année financière 2014-2015. Donc, plus de 4 millions de dollars ont été retournés dans les collèges communautaires.





Depuis ce temps, les projets de maintenance sont négociés avec le ministère des Transports et de l'Infrastructure. Je peux donc dire que, actuellement, nous sommes à l'affût de toute demande.

[Traduction]

**Le président :** Le temps est écoulé, Madame la ministre.

**M. Fairgrieve :** La somme de 4 millions de dollars qui est retournée aux collèges communautaires est petite si nous la comparons aux 250 millions en entretien reporté. Le cours de soudure au campus de Woodstock a été aboli sans la consultation du milieu des affaires, de représentants de l'industrie ou de fournisseurs. Les compagnies mêmes qui fournissent des stages et des emplois aux finissants n'ont pas été consultées. La ministre expliquerait-elle pourquoi le NBCC, une société de la Couronne, ne donne pas suite à son mandat en consultant des partenaires de l'industrie?

[Original]

**L'hon. M<sup>me</sup> Landry :** Je suis également très fière de répondre que, en ce qui concerne les programmes offerts dans les collèges communautaires partout dans la province, chaque réseau procède à une révision annuelle de tous ses programmes pour s'assurer qu'ils répondent aux besoins du marché du travail et qu'ils sont de qualité. En ce qui concerne les cours de soudure, je peux vous dire que le nombre total de places en soudure est toujours de 95 dans toute la province. Ce nombre répond actuellement aux besoins du marché du travail. Comme je l'ai dit plus tôt, les deux réseaux de collèges communautaires sont gérés par des conseils des gouverneurs qui, en collaboration avec la direction de chacun des collèges, font annuellement l'évaluation des besoins du marché du travail pour y répondre par des programmes de très grande qualité.

[Traduction]

## Budget

**M. Higgs :** Je veux revenir en arrière. Comme vous le savez, j'essaie simplement de comprendre et de rationaliser les chiffres. L'élément dont je voudrais parler est les économies que le gouvernement actuel a cernées dans le budget actuel et le précédent. Dans le budget de l'année dernière, des économies de 150 millions ont été cernées. Cette année, des réductions au chapitre des dépenses, comme on les appelle, légèrement inférieures à 300 millions sont prévues. Je pense que le chiffre est de 296 millions. J'aimerais seulement avoir la confirmation du ministre des Finances, puisque je suis certainement reconnaissant de la possibilité de le faire. Je crois qu'il est possible de trouver les chiffres dans le système. Je veux seulement réitérer le soutien présent et obtenir la confirmation que les chiffres sont justes et corrects et que vous croyez qu'ils sont réalistes.



[Original]

**L'hon. M. Melanson** : Évidemment, les chiffres que nous avons avancés dans nos prévisions budgétaires étaient des estimations. Lorsque nous gérons un budget d'au-delà de 8 milliards de dollars, il y a toujours des ajustements à faire au courant de l'année. Regardons la colonne des recettes. Comme je l'ai bien expliqué hier, lors de ma mise à jour du troisième trimestre, il y a des recettes qui sont moindres que prévu. Par exemple, il y a les 51 millions en moins de la TVH et les 45 millions en moins d'Énergie NB.

Nous devons continuellement faire des ajustements, et c'est pour cette raison que nous faisons des rapports trimestriels pour expliquer à la population et aux investisseurs du Nouveau-Brunswick quel est le contexte financier. En ce qui concerne les épargnes et les dépenses, nous les gérons de façon rigoureuse. Les chiffres que nous avons avancés, tels que présentés, sont réels.

[Traduction]

**M. Higgs** : Je ne suis pas certain du lien entre la réponse et la question. J'essayais seulement d'obtenir la confirmation que les chiffres qui sont vraiment inscrits dans le discours du budget sont ceux que le ministre des Finances avait acceptés. Il y avait des réductions de 115 millions l'année dernière, et elles sont de 296 millions cette année. Il s'agit de plus de 400 millions de réductions des dépenses qui constituent une partie du budget. Je prends cela au pied de la lettre. C'est dans le budget. Bien sûr, il faut que ce soit vrai.

Je voudrais alors demander ceci. Pour ce qui est des réductions des dépenses et des préoccupations à propos de toute réduction ou modification, ainsi que du renvoi à la révision stratégique des programmes selon lequel nous ne voulions pas procéder à des réductions importantes et que, afin de les éviter, il fallait augmenter la TVH, ces réductions des dépenses peuvent-elles se faire sans compressions importantes, sans compressions dans l'éducation et la santé, sans compressions dans les écoles et les hôpitaux? Est-il possible de réaliser cela?

**L'hon. M. Melanson** : La question est intéressante. Absolument, c'est possible. Absolument, c'est possible. C'est exactement le cadre financier que nous avons présenté. Il a été présenté ainsi parce que les gens du Nouveau-Brunswick ont participé à la solution, et ils nous ont clairement dit qu'il fallait tenir compte non seulement des sources de recettes, mais aussi des gains d'efficacité. C'est pourquoi nous avons cerné 589 millions de nouvelles recettes ou dépenses, divisés en deux — 50 % provenant des recettes et 50 % provenant d'économies au chapitre des dépenses — tout en protégeant les soins de santé et en investissant dans l'éducation.

Le député d'en face parle de chiffres. Nous avons pu nous débarrasser du programme d'indemnité de départ. Le député d'en face a essayé de le faire, mais il n'a pas pu parce qu'il n'a pas pu négocier avec les syndicats afin de retirer ce programme du budget. Cela nous permettrait de faire des économies à plusieurs reprises.



**Le président** : Le temps est écoulé, Monsieur le ministre.

**M. Higgs** : En m'en tenant au sujet à l'étude, je dirais que, absolument, il est possible d'y arriver sans fermer d'hôpitaux ni d'écoles. Je suis tout à fait d'accord. Des possibilités se présentent. Si on passe à l'étape suivante et on convient qu'il y a 400 millions de dollars dans le système, on revient alors au moment où les députés d'en face ont formé le gouvernement... Le député de Carleton-Victoria a cité les chiffres l'autre jour. Nous sommes arrivés au point où le déficit était en réalité porté à 388 millions. De fait, si on se penche sur la portion structurelle de ce déficit, on constate qu'il était inférieur à 300 millions.

De nombreuses personnes ont confirmé le fait, notamment Richard Saillant. À l'heure actuelle, nous sommes à moins de 300 millions. Nous avons convenu que nous pouvions obtenir une réduction des dépenses de bien plus de 400 millions. Pourquoi avons-nous besoin de la TVH? Comprenez-vous? Savez-vous pourquoi nous n'avons pas besoin de la TVH? Tout ce que nous devons faire, c'était gérer le système. Faites le lien entre vos nouvelles dépenses et la TVH.

**Le président** : Adressez-vous à la présidence.

**M. Higgs** : C'est la seule raison.

**L'hon. M. Melanson** : Nous sommes au pouvoir, et j'ai la responsabilité de gérer les dépenses judicieusement, prudemment et dans un cadre financier nous permettant de le faire. Nous avons aussi la responsabilité de veiller à la croissance économique. Ce sont là les responsabilités des politiques financières : permettre la croissance mais aussi gérer les dépenses judicieusement.

L'ancien ministre, et c'est probablement sa contribution, avait cerné 400 millions mystérieux. Personne ne savait comment il allait trouver ces 400 millions. Faudrait-il fermer des hôpitaux ruraux, procéder à des compressions en santé et en éducation ou augmenter la TVH? Personne ne savait. Il voulait se faire réélire ainsi, en ne disant pas aux gens du Nouveau-Brunswick ce que représentaient ces 400 millions.

Nous avons présenté un plan ouvert et transparent, qui réglerait le problème.

[Original]

## Personnel infirmier

**M<sup>me</sup> Dubé** : Cela me fait certainement plaisir d'accueillir à la Chambre les membres de l'Association des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick, qui célèbre son 100<sup>e</sup> anniversaire. Je veux souligner le dévouement du personnel infirmier partout dans notre province.



J'aimerais maintenant m'adresser au ministre de la Santé. Bien entendu, à plusieurs reprises, le premier ministre a dit que le secteur de la santé serait protégé. Cependant, nous venons d'apprendre que neuf postes d'infirmier...

[Traduction]

Tous les postes de personnel infirmier des équipes d'intervention rapide dans la province ont été supprimés.

[Original]

Il y a des postes à Moncton, à Fredericton, à Saint John et à Bathurst. Il y a deux postes dans le Réseau de santé Vitalité et sept postes dans le Réseau de santé Horizon. J'aimerais demander au ministre s'il peut valider et confirmer le fait que, effectivement, ces membres du personnel infirmier ont perdu leur emploi à temps plein.

**L'hon. M. Boudreau** : En réponse à la députée de l'opposition, je veux lui dire qu'elle sait très bien que, encore cette année, nous investissons des sommes énormes dans le ministère de la Santé. Nous voulons travailler avec nos différents partenaires, y compris le personnel infirmier de la province.

Plusieurs initiatives ont été mises en place avec l'objectif d'améliorer les soins primaires, les soins à domicile et les soins palliatifs. Nous allons travailler avec l'Association des infirmières et infirmiers du Nouveau-Brunswick et les autres professionnels de la santé. Avec le budget de cette année, nous allons travailler à plusieurs des engagements dans notre plateforme électorale en vue d'améliorer les soins. Je suis convaincu que nous allons pouvoir offrir de meilleurs soins à l'ensemble des gens du Nouveau-Brunswick.

[Traduction]

**Le président** : Le temps consacré à la période des questions est écoulé.

